

## **Trouble dans la démocratie**

Désigner, comme le fait Tocqueville, la démocratie moderne comme une « forme de société » et pas seulement comme une organisation ou un système juridico-politique, autrement dit un certain mode d'agencement des pouvoirs, implique que l'on y inscrive les dispositions subjectives propres à l'*homo democraticus* : une manière d'être et de vivre (ou de ne pas vivre) ensemble, un style d'existence, des moeurs, des assises mentales et affectives... En bref, la démocratie est une *expérience* qui englobe à la fois des pratiques de pouvoir et des positions subjectives. Or, quelle que soit l'appréciation que l'on pouvait porter sur l'horizon de sens qu'elle dessine, il était de bon ton, il y a quelques décennies encore, de se déclarer démocrate et d'adhérer, faute de mieux, à la définition minimale énoncée par la célèbre formule de Churchill, tant de fois ressassée : « la démocratie est le pire des régimes à l'exception de tous les autres qui ont été expérimentés dans l'histoire ».

On connaît les symptômes sur lesquels s'accordent la plupart des analyses actuelles. Si la démocratie perdure dans sa forme extérieure (tout au moins dans le cas des démocraties occidentales), toute son énergie s'en est échappée en sorte qu'elle ressemble aujourd'hui à une « coquille vide ». Le pouvoir n'appartient plus au peuple mais à une oligarchie, la représentation est en crise profonde, le droit commun a intégré en son sein l'état d'urgence, la globalisation et les dérives du capitalisme financier ont entraîné une dérive dite « néo-libérale » qui implique de fait un processus de dé-démocratisation. Le respect des procédures formelles (la séparation des pouvoirs, le rôle de la puissance législative, l'indépendance de l'autorité judiciaire) ne suffit pas à contrarier, à contrecarrer l'affaiblissement du rôle actif des citoyens et de leur capacité à peser sur le cours des choses.

A ces phénomènes s'ajoutent les transformations profondes des positions subjectives des individus : si l'on en croit un sondage publié par le *Monde* le 2 novembre 2016, non seulement une majorité de Français estime que la démocratie fonctionne de moins en moins bien (l'appréciation n'est certes pas nouvelle) mais un tiers d'entre eux considèrent qu'elle ne n'est pas le meilleur ni même le moins mauvais des systèmes politiques. Loin de la considérer comme irremplaçable, ils envisagent de manière positive les bénéfices possibles d'un gouvernement technocratique guidé par des experts et même d'un système autoritaire où les

contre-pouvoirs ne freineraient plus l'action de l'exécutif. Ces appréciations subjectives marquent une inflexion relativement récente, ce que confirme la montée des populismes. Elles témoignent de la fin d'un consensus où tous (ou presque) se proclamaient démocrates, en dépit de leurs insatisfactions, de leurs déceptions et de leurs critiques.

Sur la « déceptivité » structurelle engendrée par la démocratie<sup>1</sup> (car rien ne s'y est jamais dit sur le mode de l'attachement ou des affect positifs) se sont greffés aujourd'hui des éléments qui modifient profondément la nature de l'expérience et de l'imaginaire démocratiques. Le sentiment d'une existence dangereuse, constamment menacée, la hantise de l'insécurité ou plus exactement l'intrication paradoxale de l'insécurité, de la peur et de la recherche de sécurité contribuent à des processus de dé-démocratisation au sein même des systèmes démocratiques.

Ces processus ne concernent pas seulement les régimes que l'on a qualifiés de démocraties « illibérales ». Entendons par là ces régimes qui réduisent le système démocratique à la légitimation des gouvernants par l'élection et qui, une fois le vote passé, entreprennent d'affaiblir ou de détruire les contre-pouvoirs liés à l'état de droit. Les dirigeants sont certes démocratiquement élus (la règle du suffrage universel est respectée) mais ils considèrent que la sanction du suffrage universel leur suffit pour incarner la souveraineté populaire. L'« illibéralisme » signifie en l'occurrence le refus des médiations institutionnelles et la coïncidence immédiate entre le « peuple » et le pouvoir du chef. On comprend que ces régimes soient fortement marqués par le « populisme » au sens où ils prétendent être l'émanation directe de la volonté du peuple souverain qui, en retour, tire son unité de la figure même du chef censé l'incarner.

Outre la réduction de la représentation au seul processus électif, ce fantasme de l'unité est profondément anti-démocratique en tant qu'il contrevient à la culture du débat et de la conflictualité qui est l'essence même des sociétés démocratiques. On méconnaît ou on nie l'épreuve de la discussion qui s'exprime avec le pluralisme des partis politiques mais aussi dans les débats et les oppositions issues de la société civile; on tend à abolir le rôle du jugement public et de l'opinion qui échappent au contrôle des dirigeants et qui, souvent, le contrarient. En définitive, ce sont les médiations institutionnelles qui - au prétexte qu'elles entravent l'expression d'une unité immédiate et sans faille - sont la cible

---

<sup>1</sup> Je me permets de renvoyer à mon ouvrage *Pourquoi nous n'aimons pas la démocratie* et aux analyses de la « déceptivité » qui affecte structurellement l'existence démocratique, Seuil, 2010

de ces régimes. Par-là même, la démocratie se voit vidée de sa substance. Car, travaillées par la division et l'impossibilité d'une pure immanence à soi, les sociétés démocratiques modernes impliquent une forme de coexistence où, comme, l'écrivait Claude Lefort, « la division apparaît de droit ». Encore faut-il que cette division fasse lien en institutionnalisant le conflit et en augmentant la puissance d'agir des citoyens. Nous en sommes loin.

Paradoxalement, cette atteinte portée aux libertés publiques et aux droits des citoyens peut fort bien s'accommoder d'une défense voire d'une exaltation de la liberté individuelle à condition qu'elle s'oriente vers la satisfaction des intérêts privés et la recherche d'un profit qui porte les individus à la concurrence. L'*homo democraticus* tend alors à devenir un homme « entrepreneurial », « entrepreneur de soi-même », un individu performant évalué selon des critères d'efficacité, sujet « unidimensionnel » délivré de ses divisions internes (autrement dit de sa complexité et de ses troubles intérieurs) et informé par une rationalité calculante et managériale... On valorise donc une forme de « liberté » qui coïncide avec l'efficacité des projets et des réalisations et qui concerne aussi bien l'évaluation des pratiques politiques et des institutions que le rapport à soi des individus.

Rien n'interdit ainsi la combinaison entre une dérive autoritaire qui restreint les droits individuels et les libertés fondamentales des citoyens (libertés attachées à l'exercice des contre-pouvoirs) et incite en même temps les individus à manifester et à exercer leur autonomie au travers de conduites efficaces et performantes y compris dans l'obtention des satisfactions individuelles. La maximisation des utilités concerne la recherche d'un bien-être qui n'est pas de l'ordre d'un bien commun et qui relève, dit-on, de la seule « responsabilité » des individus. Vidée de son épaisseur morale, la notion de « responsabilité » devient le calcul rationnel des conséquences (bénéfices ou pertes) et l'autonomie des individus consiste pour l'essentiel à prendre soin d'eux-mêmes.

Mais c'est également au sein des démocraties libérales (à preuve le sondage du *Monde*) que se manifeste cette alliance paradoxale : non que les contre-pouvoirs et les institutions fondamentales du libéralisme politique y soient frontalement menacés mais, plus insidieusement, parce qu'un processus de dépolitisation ou de dé-démocratisation aligne les pratiques politiques sur les normes et les critères de la gouvernance des experts et prétend ainsi dépasser les anciens clivages dits « partisans » au profit d'un consensus fondé sur la rationalité économique. Le penchant "épistémocratique" ou "épistocratique" qui prévaut aujourd'hui n'est pas sans rapport avec la montée en puissance des populismes qui jouent du ressentiment contre le pouvoir des élites (de ceux qui "savent"). En

retour, puisque le peuple n'est pas assez éclairé pour prendre des décisions rationnelles, on sera tenté de s'en remettre à la compétence des experts...

Sans doute faut-il repérer d'abord les sources lointaines de ce processus dans la notion même de « démocratie représentative », dont la genèse compliquée montre bien qu'elle ne va pas de soi. Au sens strict (et selon l'inspiration de la cité grecque), la démocratie est la forme politique où le peuple exerce directement le pouvoir. Ce qui implique une certaine conception de la citoyenneté : le citoyen antique est celui qui participe directement à l'exercice du pouvoir. Le citoyen de la modernité politique est celui qui consent au pouvoir plutôt que d'y accéder. Pour le premier, la politique est liée à la réalisation - au moins virtuelle - de l'excellence humaine : l'humanité de l'homme est inséparable de son caractère politique. Il n'en va pas de même du citoyen moderne, doté des droits fondamentaux qui lui ont été conférés par le contrat social : il s'agit d'une citoyenneté « civile », pensée avant tout comme jouissance d'un ensemble de droits. La démocratie moderne devient un mode de légitimation plus que d'exercice du pouvoir. On se souvient de la célèbre distinction de Benjamin Constant entre la liberté des Anciens, précisément définie comme participation active et constante au pouvoir collectif et celle des Modernes qui réside dans la « jouissance paisible » d'une indépendance privée retirée à la compétence sociale. Benjamin Constant - tout comme Sieyès - insiste également sur la nature des sociétés modernes industrielles et commerçantes où les citoyens, avant tout occupés à distribuer et à produire des richesses, confient à leurs représentants le soin des affaires dont ces derniers feront une « profession particulière ».

Historiquement datées, ces analyses permettent pourtant d'éclairer certaines dérives de la démocratie contemporaine, lesquelles procèdent aussi de quelques ambiguïtés fondamentales.

Le peuple souverain délègue son pouvoir mais ne l'exerce pas directement, d'où la réduction de la représentation à une simple délégation de pouvoirs (le vote électif) au détriment de l'exercice effectif et continué des capacités citoyennes. En réalité, la représentation devrait être pensée de façon plus complexe et plus large. Elle est en effet la seule forme possible du lien social dans les sociétés modernes, une fois que se sont effondrées les évidences liées à l'ancienne corporéité du social. La désincorporation du pouvoir démocratique moderne n'autorise plus l'idée d'une représentation qui « figurerait » de manière transparente ou adéquate une réalité préalable. Comme l'a montré Hobbes en analysant l'« opération » représentative, non seulement le peuple n'existe pas avant l'acte qui le constitue comme tel (il n'est pas une entité naturelle qui

précéderait la représentation) mais l'unité du représentant et du représenté ne peut être que paradoxale, problématique et assumée comme telle. Car l'être en commun ainsi produit se joue dans le va-et-vient de la relation entre le représenté et le représentant. C'est sur le mode de la « séparation liante » et non de l'identité fusionnelle que s'opère l'unité de la communauté politique<sup>2</sup>.

C'est le premier argument opposable à ceux qui considèrent que le « peuple » est une entité substantielle. On gagnerait sans doute, à côté des analyses relatives aux raisons et aux circonstances de la montée actuelle des populismes, à s'interroger sur l'usage que font de la figure mythique ou mythifiée du « peuple » ceux qui prétendent y avoir recours directement sans passer par les médiations institutionnelles, comme si l'on pouvait retrouver la pureté d'une figure originelle. A l'inverse, un certain type de dénonciation des populismes fait fond elle aussi - implicitement - sur le motif d'une "nature" instinctuelle du peuple qui n'est pas sans rappeler la description platonicienne du « gros animal » malléable dont les démagogues peuvent à loisir flatter les entraînements du moment. Dans les deux cas, ne postule-t-on pas implicitement une sorte de nature ou d'essence préalable du peuple?

La rhétorique identitaire qui nourrit aujourd'hui les populismes et gagne insidieusement les démocraties est le corrélat de ce présupposé implicite. En réalité, le peuple n'est pas une figure univoque. Certes, en démocratie, il détient la souveraineté et le pouvoir s'exerce en son nom mais on vient de voir que dans les sociétés « illibérales », cette affirmation est formellement (et fortement) énoncée tout en étant, dans la réalité, vidée de son sens et de son contenu. Car si le peuple constitue un pôle d'identité assez défini pour être mis en position de Sujet, tous peuvent s'en emparer mais de manière plurielle, si ce n'est conflictuelle. Son identité demeure latente, elle échappe à toute réalisation substantielle, que ce soit sous la figure du prolétariat, de la race, de l'ethnie, voire de la culture... La communauté ne peut donc se rendre sensible à elle-même que sur un mode paradoxal : celui d'une non-coïncidence à soi, d'un « commun » qui ne s'exprime qu'à travers la division. Penser démocratiquement l'identité d'une nation, d'une origine, d'une culture, d'un peuple, c'est d'abord avoir conscience que les pôles d'identification censés désigner le vivre-en-commun ne sont jamais des entités figées ni même entièrement actualisables. Ils ne relèvent pas de l'identité-mêmeté, d'une permanence du même donnée une fois pour toutes. Les

---

<sup>2</sup> J'ai développé cette thématique notamment dans *Le miroir et la scène. Ce que peut la représentation politique*, Seuil, 2016

identités se construisent et s'échangent interminablement à travers des conflits de sens et de valeur, à travers des récits également, fussent-ils antagonistes.

Encore faut-il que les citoyens retrouvent concrètement dans l'expérience démocratique ce qui permet à ces propositions fondamentales d'être comprises et recevables. Or la difficulté est précisément que les éléments que venons d'évoquer (mythification de la souveraineté populaire inscrite dans un rapport direct avec le chef, recherche d'une identité substantielle introuvable, demande d'autorité au détriment de l'exercice des contre-pouvoirs) s'ancrent dans une crise profonde de la démocratie que beaucoup considèrent à juste titre comme pervertie et dévoyée. Nous en sommes au point où les populismes - de droite comme de gauche - se présentent comme une réponse possible au désenchantement et parfois à la désespérance éprouvés par les individus.

Le caractère *problématique* de la démocratie n'est en effet soutenable que s'il s'inscrit dans une société ouverte qui, certes, avoue son incomplétude, assume son inachèvement ou sa fragilité mais affirme la vitalité de ses relations sociales et de ses perspectives d'avenir. Il y a une différence essentielle entre la reconnaissance d'une fragilité et d'une incertitude qui ne nous interdit pas d'orienter notre action et le ressenti d'une opacité telle que la notion de « commun » devient dépourvue de sens. La situation que nous connaissons aujourd'hui remet en question les principes fondateurs de la démocratie : la capacité de la représentation à faire lien au-delà du seul processus électoral et à assurer l'exercice effectif de la souveraineté du peuple, le caractère opératoire des contre-pouvoirs mais aussi une organisation solidaire du social et un contenu assignable à l'idée d'émancipation. Tels sont les problèmes que nous devons affronter pour (re)vitaliser l'expérience démocratique dans les nouvelles conditions du présent.